

Publié le 24 septembre 2008 à 09h04 | Mis à jour à 09h10

Une mauvaise solution

Yves Francoeur, président de la Fraternité des policiers et policières de Montréal
La Presse

Nous apprenions lundi que votre parti a l'intention de traiter les jeunes contrevenants comme des adultes lorsqu'ils commettent des actes criminels graves. Il s'agit d'une mesure dans laquelle beaucoup de gens ne verront que l'expression du gros bon sens.

Le problème c'est qu'elle ne résiste pas à la réalité. Au Québec, intervenants sociocommunautaires et policiers travaillent ensemble depuis longtemps pour éviter que la judiciarisation des dossiers des jeunes contrevenants ne devienne pour eux un handicap pour la vie. Cette approche, qui allie prévention et répression, a fait ses preuves. Les journaux de ce matin nous apprennent qu'une trentaine de meurtres ont été commis par des adolescents au Manitoba au cours de la dernière année, alors que nous n'en recensons que quatre au Québec pour la même période. Il me semble que si vous aviez vraiment l'esprit pragmatique, ce sont des mesures visant à exporter le modèle québécois d'un océan à l'autre que vous devriez annoncer, pas le contraire. Mais non... Vous êtes un idéologue.

Armes à feu

Votre position sur le registre des armes à feu est similaire et pour nous, elle est aussi inacceptable.

Il y a beaucoup trop d'armes en circulation dans notre société et le registre avait le mérite d'affirmer, par sa seule existence, qu'il n'est pas nécessaire de posséder une arme, et que le fait d'en posséder doit être perçu comme un privilège, pas comme un droit. Que l'on soit chasseur, fermier ou amateur de tir, peu importe... Encore une fois, l'acharnement à affaiblir le registre témoigne d'une vision idéologique de la sécurité publique, alors qu'il serait beaucoup plus simple, il me semble, de s'appuyer sur la réalité: le registre était utile pour les policiers, il permettait de mieux planifier leurs interventions et il fallait le rendre plus performant, pas l'affaiblir.

Le problème, c'est que, combinées, vos deux propositions risquent d'avoir de très graves conséquences. Vous entendez diminuer le contrôle des armes et punir plus sévèrement les jeunes qui se sentent habilités à faire régner la violence.

Moins de prévention, donc, et plus de répression. C'est un non-sens. M. Harper, sécurité publique et idéologie ne font pas bon ménage!

Montréal-Nord

À Montréal, depuis les événements de Montréal-Nord, certains estiment que le modèle de police communautaire qui a été mis en place il y a 10 ans ne fonctionne pas. D'autres estiment qu'il n'a pas été implanté avec assez de conviction, que les policiers n'y croient pas assez.

De mon côté, je pense qu'il faut appeler un chat un chat. La police communautaire est un succès réel, concret et tangible, qui est là pour rester. Il n'y a plus à revenir là-dessus...

Mais le jour où l'on fait face à une émeute, il faut se sortir la tête des modèles théoriques et assurer la sécurité de nos concitoyens. Prévention et répression peuvent et doivent cohabiter. La réalité du terrain doit nous guider, pas l'idéologie.

Le 14 octobre, monsieur le premier ministre, vous n'aurez pas mon vote!